

Europe : la crise est loin d'être finie

Christophe Ramaux

Article paru dans *Politis*, 18 décembre 2013

La crise en Europe, loin d'être finie, va connaître un nouveau rebondissement. Les pays du Sud, Grèce et Portugal en tête, sont dans une impasse complète. Ils ont des gains de productivité plus faibles pour des raisons structurelles (les entreprises y sont plus souvent des PME par exemple). Avant l'euro, les différences étaient gérées par le réajustement des taux de change : leur monnaie s'évaluait (celle des pays plus productifs s'appréciait) ce qui leur permettait de regagner en compétitivité. Avec une monnaie unique, cela n'est évidemment plus possible. Résultat : l'euro est surévalué pour le Sud et sous-évalué pour les pays du Nord (Allemagne, Pays-Bas...)¹. Ces derniers engrangent des excédents commerciaux records² et cela d'autant plus qu'ils ont opté pour l'austérité au début des années 2000. Compétitivité prix en hausse donc, mais aussi et surtout consommation interne en berne : leur modèle consiste à prendre des marchés et des emplois aux autres³. Les pays du Sud ont porté la croissance du Nord jusqu'en 2008. Mais au prix d'un déficit commercial énorme : jusqu'à 10 % du PIB en Grèce, Portugal ou Espagne. Cela n'est évidemment pas viable.

Que faire ? Au lieu de blâmer les pays excédentaires, pour relancer leur demande interne par des hausses de salaires et prestations sociales, l'Europe blâme les pays déficitaires. « Réduisez salaires et dépenses sociales pour créer un choc de compétitivité », « réduisez la dépense publique pour réduire la dette publique » : telle est la potion néolibérale administrée. Après trois ans de cette potion, où en est-on ? Au prix d'une austérité brutale, les pays du Sud résorbent leur déficit commercial⁴. Mais pas par leurs exportations (sauf un peu en Espagne) : par la chute de leurs importations, *via* l'effondrement de leur demande interne.

L'Europe du Sud (Grèce et Portugal en premier lieu) connaît une véritable dépression. La production chute et de ce fait de ratio dette publique / PIB explose (les recettes fiscales fondent et surtout le dénominateur baisse). Et tout s'enchaîne : le Nord refusant de relancer réellement ses salaires⁵, l'inflation y est faible (à peine plus de 1 % en Allemagne aujourd'hui). Pour regagner en compétitivité, le Sud doit donc faire moins : mais c'est la déflation. La pire des situations : les prix baissent, les consommateurs et entreprises reportent leurs achats, la demande chute, les entreprises baissent leurs prix pour vendre malgré tout, ce qui alimente la déflation, etc. Le piège se referme : l'écart entre le taux de croissance du PIB (devenu négatif) et le taux d'intérêt réel (très élevé puisque les taux nominaux sont élevés et que de surcroît les prix baissent) devient négatif dans des proportions exorbitante... ce qui accroît d'autant la dette publique.

Le Portugal prochainement, après la Grèce, ne va plus pouvoir payer sa dette. La BCE va-t-elle intervenir ? Pas sûr, car l'Allemagne le refuse pour l'heure⁶. Mais même si elle le fait, cela ne résoudra rien au fond : le seul moyen de sauver l'euro serait l'« inflation interne » : hausse des salaires et prestations sociales partout en Europe, mais plus fortement en Allemagne⁷. Bref, il faudrait que l'Allemagne cesse d'être allemande, la lutte contre l'inflation étant stupidement au cœur de son pacte social⁸. C'est donc loin d'être gagné. A défaut, c'est l'euro qu'il faudra remettre en cause : il faut décidément s'y préparer.

¹ L'euro est plutôt globalement sous-évalué puisque la zone euro a des excédents colossaux (2 % de son PIB) sur le reste du monde.

² 7 % de son PIB pour Allemagne, contre 2 % pour la... Chine !

³ C'est la France qui a lancé cette politique, en 1983 sous Mitterrand, avec la «désinflation compétitive».

⁴ La France où l'austérité a été moins brutale connaît en revanche toujours un déficit commercial.

⁵ L'introduction d'un salaire minimum en Allemagne est une bonne chose, mais cela ne suffira pas.

⁶ Le refus de renflouer les pays du Sud est inscrit dans l'accord de gouvernement entre la CDU et le SPD.

⁷ Ainsi l'Allemagne dépenserait plus en interne, exporterait moins et importera plus du Sud.

⁸ De plus l'Allemagne a moins besoin du Sud : elle réalisait les 2/3 de ses excédents en Europe jusqu'en 2010, mais elle les réalise à présent ailleurs (Etats-Unis, pays émergents...).